

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

**Séance du 28 septembre 2016**

**Objet n° 9** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Barbara Trachte, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, MM. Thomas Eraly, Eric Platteau, Conseillers communaux; M. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint.

ABSENTS: Mme Isabelle Durant, M. Halis Kökten, Mme Filiz Güles, MM. Mohamed Reghif, Abdallah Kanfaoui, Mmes Berrin Saglam, Bernadette Vriamont, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Joëlle van Zuylen, Conseiller communal.

**#Objet : Taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, de courrier et les appareils de « self banking » - Exercices 2017 à 2021 - Renouvellement et modification - Approbation #**

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté*

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 30 novembre 2011 votant le règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de billets de banque, de courrier et les appareils de « self banking » pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2016 ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la commune ;

Considérant que ces appareils distributeurs automatiques relèvent d'une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que l'installation de tels appareils de distribution automatique ont en particulier un impact négatif sur l'emploi local ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 septembre 2016 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

**Article 1**

Il est établi pour les exercices 2017 à 2021, une taxe communale annuelle sur les distributeurs automatiques de billets de banque, de courrier et les appareils de « self banking » situés sur le territoire de la commune de Schaerbeek.

Par « distributeurs automatiques de billets de banque et/ou de courrier », il y a lieu d'entendre tout appareil pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout endroit accessible aux clients et au public et permettant de procéder à des opérations de retrait d'argent, de dépôt, d'épargne, de consultation ou d'impression de courrier.

Par « self-banking », il y a lieu d'entendre tout appareil permettant de procéder de la voie publique ou de tout endroit accessible à la clientèle, à des opérations financières diverses, à l'obtention de renseignements ou d'informations générales.

#### **Article 2**

La taxe est due par la personne physique ou morale qui a fait procéder à l'installation de l'appareil.

#### **Article 3**

Le taux de la taxe pour l'exercice 2017 est fixé à 3.962€ par appareil.

Ce taux sera majoré au 1er janvier de l'année suivante de 2,5%, arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
4.061€	4.163€	4.267€	4.374€

#### **Article 4**

La taxe est due pour l'année entière quel que soit le moment de la survenance du fait taxable dans le courant de l'exercice ou de sa disparition.

#### **Article 5**

Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse une proposition de déclaration au contribuable.

Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable au 1er janvier de l'année d'imposition, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée. C'est au contribuable à prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal au 1er janvier de l'année d'imposition, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

#### **Article 6**

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 8 à 10 du présent règlement.

#### **Article 7**

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

#### **Article 8**

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

#### **Article 9**

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

#### **Article 10**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

**Article 11**

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

**Article 12**

La présente délibération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 septembre 2016.**

Par le Conseil:

Philippe Den Haene  
Secrétaire Communal Adjoint

Bernard Clerfayt  
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

**Vergadering van 28 september 2016**

**Voorwerp nr 9** van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, HH. Thomas Eraly, Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. Philippe Den Haene, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Isabelle Durant, H. Halis Kökten, Mevr. Filiz Güles, HH. Mohamed Reghif, Abdallah Kanfaoui, Mevr. Berrin Saglam, Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Joëlle van Zuylen, Gemeenteraadslid.

**#Objet : Belasting op de automatische verdelers van bankbiljetten, briefwisseling en de toestellen voor "Self banking"- Dienstjaren 2017 tot 2021 - Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring #**

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd*

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 30 november 2011 stemmend het belastingreglement op de automatische verdelers van bankbiljetten, briefwisseling en de toestellen voor "Self banking", voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2016;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze automatische verdeelapparaten onder een economische activiteit vallen die inkomsten genereert waarvan redelijkerwijze kan beschouwd worden dat de natuurlijke- en rechtspersonen actief in deze sector over de middelen beschikken die hun toelaten te voldoen aan de belastingen die hun worden aangerekend;

Overwegende dat de installatie van dergelijke automatische verdeelapparaten een negatieve invloed heeft op vooral de lokale werkgelegenheid;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen

vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 september 2016;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

**Artikel 1**

Er wordt voor de dienstjaren 2017 tot 2021, een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op de automatische verdelers van bankbiljetten, briefwisseling en de toestellen voor "Self banking" gelegen op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek.

Onder "automatische verdelers voor bankbiljetten en/of briefwisseling" dient te worden verstaan, ieder

toestel dat gebruikt kan worden vanaf de openbare weg of van iedere plaats toegankelijk voor het publiek en welke toelaat geldopnemingen, deposito- of spaarverrichtingen, consultaties of afdrucken van briefwisseling uit te voeren.

Onder "Self banking" dient te worden verstaan, ieder toestel dat toelaat vanaf de openbare weg of van iedere plaats toegankelijk voor het publiek, verscheidene financiële operaties uit te voeren en waar inlichtingen of informatie kunnen worden bekomen.

#### **Artikel 2**

De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die instond voor de installatie van het toestel.

#### **Artikel 3**

De aanslagvoet voor het dienstjaar 2017 is vastgesteld op 3.962€ per toestel:

Deze aanslagvoet zal per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2,5% afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020	Dienstjaar 2021
4.061€	4.163€	4.267€	4.374€

#### **Artikel 4**

De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar welk ook het ogenblik is van plaatsvinden of verdwijnen van het belastbare feit.

#### **Artikel 5**

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een voorstel van aangifte geworden aan de belastingplichtige.

Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand op 1 januari van het aanslagjaar, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand op 1 januari van het aanslagjaar, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar.

De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

#### **Artikel 6**

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 8 tot 10 van dit reglement.

#### **Artikel 7**

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

#### **Artikel 8**

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

**Artikel 9**

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

**Artikel 10**

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

**Artikel 11**

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

**Artikel 12**

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2017.

**Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 september 2016.**

Namens de raad :

Philippe Den Haene  
Adjunct gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt  
Burgemeester-Voorzitter